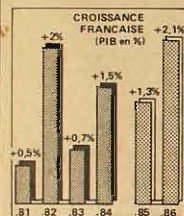


CHIFFRES

France :
prévisions
sur
le P.I.B.



Selon le Centre d'observation économique de la C.C.I.P., la croissance du produit intérieur brut sera limitée à 1,1 % en 1985 et à 1,5 % en 1986.

Le gouvernement prévoit, pour sa part, une croissance du P.I.B. de 2,1 % en 1986 et de 1,3 % en 1985.

Dollar 8,029

Mark 3,0501

Yen (les 100) 3,734

SECTEUR PUBLIC

Un mode d'emploi de la dénationalisation

Le cabinet de maître Jean Loyrette, très actif au moment des nationalisations, propose sa méthode. Elle recommande d'agir par étapes selon un plan préétabli, en veillant à ne pas effrayer les épargnants.

Dénationaliser qui, dans quels délais, selon quelles méthodes en vendant à qui ? Sur toutes ces questions d'actualité, objet de travaux éparés de l'opposition, M^{re} Jean Loyrette, avocat international très actif au moment des nationalisations de 1982 (pour en « limiter les dégâts ») vient de publier une volumineuse étude, fruit d'un an de travail de compilation et de propositions originales.

M^{re} Loyrette n'est pas parti de zéro. Il s'est inspiré, explique-t-il, des différents projets des leaders politiques, des groupes parlementaires, des clubs de réflexion (89, U.N.I.R., entreprises et libertés) ou des ouvrages signés Jean-Maxime Lévesque, Yves Carnac ou Paul Mentré, pour établir une « synthèse » qui, estime-t-il « pour la première fois », s'efforce sinon de tout résoudre du moins de cerner les problèmes juridiques, législatifs, réglementaires, financiers et fiscaux, afin de ne pas improviser au jour « J » de l'après 86.

Au cœur de ce travail, la rédaction, d'ores et déjà d'un « projet de loi sur la privatisation des entreprises du secteur public concurrentiel ». Parmi toutes les formules possibles de loi de dénationalisation, l'auteur conseille « une loi cadre qui donne une autorisation de principe et fixe les règles du jeu ». Lesquelles ?

Liste des entreprises à privatiser	
● MINISTÈRE DES FINANCES DE L'ÉCONOMIE ET DU BUDGET :	
- Assurances :	U.A.P., G.A.N., A.G.F., Mutuelle générale française (Vie et accidents), S.C.O.R.
- Banques :	B.N.P., Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque du bâtiment et des travaux publics, Banque de Bretagne, Banque Chaux, Banque La Hénin, Banque Hervet, Banque Industrielle et mobilière privée, C.C.F., C.I.C., Société Marseillaise de crédit.
- Compagnies financières :	Suez, Paribas.
- Institutions financières :	B.F.C.E., C.E.P.M.E., Caisse nationale du Crédit agricole, S.F.P.I.
● MINISTÈRE DE LA DÉFENSE :	Matra, S.N.E.C.M.A., S.N.I.A.S., S.N.P.E.
● MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE :	C.E.A. Industries, Compagnie générale de constructions téléphoniques, C.G.E. Bull, Saint-Gobain, Entreprise minière et chimique, Pechiney, Régie Renault, Rhône-Poulenc, Sacilor, Thomson-Brandt, Usinor.
● DIVERS :	S.E.I.T.A., Air inter, Air France, Elf Aquitaine, Cogecom, Compagnie générale maritime et financière, C.D.F. Chimie.

les participations de l'Etat seraient allégées dans Elf-Aquitaine, Roussel-Uclaf, Matra et Dassault.

Deuxième vague, deux ou trois ans après la promulgation de la loi cadre, ce serait le tour des trois « vieilles », B.N.P., Crédit Lyonnais, Société générale et des trois compagnies d'assurances phare, U.A.P., A.G.F., et Gan.

maximum de six mois par les administrateurs généraux des maisons mères.

Un plan de privatisation

Quid de ce plan ? Il comprendrait une évaluation précise — établie selon des normes interna-

Pour attirer les épargnants, faut-il encore prévoir, à l'anglaise là aussi, quelques carottes, fiscales notamment. Maître Loyrette propose d'étendre le régime super privilégié des obligations (abattement de 5 000 F et prêt-vement libératoire de 26 %) aux actions dénationalisées. Pour aider le « petit épargnant » à gérer son patrimoine et à diviser les risques, il suggère la création

Mort de Jean Riboud

Un homme de contrastes

Un rocher : Schlumberger ; un coquillage : Jean Riboud. Les deux étroitement solidaires, pour longtemps, très longtemps, du moins le pensait-on jusqu'à ces derniers mois. Jusqu'au moment où il avait passé le main, un 12 septembre, à Michel Vailland, le dauphin préparé au fauteuil de la présidence de la société des services pétroliers Schlumberger Limited.

On pouvait penser que seule la mort aurait pu séparer l'homme de l'entreprise ou l'entreprise de l'homme ; la maladie, plus sournoisement, l'avait devancée. Et, dans la nuit de dimanche à lundi, Jean Riboud s'est éteint des suites d'un cancer qui le rongait depuis plusieurs mois.

L'homme de l'engagement s'était retiré de la scène économique et politique sur la pointe des pieds, discret comme il le fut toute sa vie. Une discrétion si évidente qu'elle pouvait passer pour un défaut, à tel point que les journalistes américains le décrivaient hautain, distant même.

La réussite crée des jalousies, surtout lorsqu'elle est mieux qu'exceptionnelle, seulement exemplaire. Combien de P.-D.G. français peuvent-ils s'enorgueillir d'avoir dirigé l'un des plus beaux fleurons de Wall Street, l'entreprise la mieux gérée du monde ?

Une multinationale pour laquelle un siège social a été installé, sans honte, en plein paradis fiscal, à Curaçao, dans les



C'est à ce prix que la firme, le meilleur spécialiste du « logging », autrement dit la mesure

terrand arrivait à l'heure du dîner, et Jean Riboud ne s'en cachait pas.

Marché monétaire

9 1/8 %

Or (once)

326,15

Bourse (C.A.C.)

211,4

SOMMAIRE

Page 16

- Londres : O.P.A. historique.
- Agriculture : l'Europe des divergences.
- R.F.A. : les clignotants au vert.

Page 17

- Journée d'action de jeudi : perturbations variables.
- Renault : les syndicats ne désarment pas.
- Henri Krasucki : tout va très bien.

Page 18

- La gestion sociale à l'honneur.
- Bons de voyage : bataille pour 16 milliards de dollars.
- Restauration : rupture entre technique et pratique.
- C'est nouveau.

Page 19

- Une P.M.E. part à la chasse au bruit.
- Aux commandes : Charles Zviak (L'Oréal).

Pages 20 et 21

- La Bourse et les marchés étrangers.

Page 22 Chances et risques du monde

- Corée du Sud : une année critique.
- C.E.E. : professions sans frontières.
- Lire et relire : stridences des violons d'Ingres.

Le pas pas la barque

Pour commencer, la loi donnerait la liste des entreprises susceptibles d'être privatisées. Elle exclurait les entreprises de communication, objet d'une loi spéciale » et les entreprises gérant des monopoles (E.D.F., G.D.F., Charbonnages de France, R.A.T.P., S.N.C.F.). Pour toutes les autres, privatisables, la liste ne comprendrait que les maisons mères et rappellerait la dénationalisation « de droit » de leurs filiales.

Selon quel calendrier ? L'auteur, soucieux de ne pas traumatiser le marché financier conseille « de ne pas trop charger la barque » : il évalue entre 120 et 130 milliards de F le programme de dénationalisation sur les cinq ans de la législature.

Dans une première vague, avant mars 1987, restitution au privé de Suez, de Paribas, des 36 banques et de « trois ou quatre » industrielles nationalisées en 1982 telles la C.G.E. et Saint-Gobain. Exclues, « les plus déficitaires » comme la C.G.C.T., Bull ou C.D.F.-Chimie. Parallèlement

terminé et au rythme de leur retour à la rentabilité seraient dénationalisées Renault, Usinor, Sacilor, C.R.F.-Chimie, Bull, C.G.C.T., E.M.C.

Le pilotage des entreprises

Comment seront pilotées ces entreprises dans la période intermédiaire entre la loi cadre et la privatisation effective.

Dans les entreprises dénationalisables à brève échéance, un administrateur général serait nommé, non plus par décret en Conseil des ministres signé par le président de la République, mais par arrêté conjoint du ministre des Finances et du ministre des dénationalisations ad hoc placé sous l'autorité du premier ministre. Ce dernier serait assisté d'un comité de privatisation composé de 5 personnes : « indiscutables », ayant pour trois d'entre elles fait leurs classes dans des entreprises du secteur privé. Ministre et comité auraient la mission d'approuver le « plan de privatisation » présent dans un délai

de cabinets spécialisés. Au prix des sociétés à dénationaliser. Il fixerait les modalités de cessions de participation de l'Etat : introduction en bourse (soit par cession des parts de l'Etat, soit par augmentation de capital ou par émissions d'obligations convertibles), offre publique de vente, adjudications, opérations de fusion, scissions etc.

Dans ce cadre, l'étude soumise la part de gâteau que pourraient prendre les différents agents économiques dans la souscription des actions : 40 % par l'épargne pure, par achat direct en Bourse ou par l'intermédiaire de Sicav spécialisées, 10 % par les groupes financiers privés, 10 % par les salariés des dénationalisées, 10 % à des établissements type Caisse des dépôts, 20 % par l'échange des titres participatifs et certificats d'investissement contre valeurs mobilières. Reste la part des investissements étrangers. Sur ce point, Maître Loyrette conseille le « pragmatisme » à l'anglaise, conseillant même de modifier les deux décrets de 1967 et 1968 qui entendent ces investissements dans un carcan juridique.

de Sicav dénationalisées. Saisir ce genre d'opportunités : c'est aussi de la géopolitique : au diable la morale, pourvu que le bénéfice de l'entreprise progresse de 37 % l'an depuis 1975.

Conseils à options

Abordant pour finir la loi de démocratisation du secteur public du 26 juillet 1983 qui a fait entrer les représentants des salariés au conseil d'administration des nationalisées, le rapport propose d'abroger cette loi. Craignant sans doute les réactions négatives de l'ensemble des syndicats, il reprend l'idée de conseils d'administration à options. L'assemblée générale pourrait opter pour l'entrée au conseil de deux ou trois représentants des salariés.

« Donner confiance aux investisseurs potentiels est l'une des conditions essentielles de la réussite », souligne M^{re} Loyrette qui estime donc nécessaire une révision de la constitution pour rendre difficile, sans impossible une « renationalisation », en cas de changement de majorité.

Elizabeth CHAVELET.

Années foliales opportunistes. Saisir ce genre d'opportunités : c'est aussi de la géopolitique : au diable la morale, pourvu que le bénéfice de l'entreprise progresse de 37 % l'an depuis 1975.

Mais, au-delà de la légende que l'on a bien voulu écrire et que l'on voudra désormais retracer, il faut convenir que la personnalité de Jean Riboud tranchait. Car l'homme était arrogant, comme le sont tous ses collaborateurs, qu'il a lui-même recrutés.

C'est une condition pour tendre vers la perfection. « Être les meilleurs », c'est encore insuffisant. Il faut davantage, toujours plus.

électrique caractéristiques des gisements d'hydrocarbures, a damé le pion à tous ses concurrents.

Jean Riboud reste, pour nous aussi, un homme de contrastes : général hissé au firmament du capitalisme sauvage, il garde enfouie au fond de lui une sensibilité de gauche qui en a fait un ami de François Mitterrand, un conseiller d'autant plus sincère qu'il n'attendait rien, sinon un peu plus de bonheur pour les autres.

Il n'était pas rare de voir, à la tombée de la nuit, un hélicoptère survoler la propriété de l'industriel à Oouroux, dans le haut Beaujolais : François Mit-

« Je suis né dans une famille de la bourgeoisie lyonnaise très traditionnelle. Or, aussi loin que je me rappelle, j'ai toujours eu personnellement, sur la vie publique et sur la vie politique, une attitude et des réactions que, pour simplifier, on peut appeler attitude de gauche. Je n'en ai jamais changé et n'ai jamais voté différemment », disait-il, sans espérer vouloir démontrer ni justifier la moindre des choses...

Toujours le « low profil », un principe selon lequel Jean Riboud n'acceptait pas de se reconstruire. Un autre le fera pour lui.

Pierre ZAPALSKI.

LOGEMENT

Maisons individuelles : la leçon du ministre

Face au marasme dans le secteur, Jean Auroux propose de valoriser les efforts déjà engagés.

En inaugurant officiellement hier le Salon de la maison individuelle au Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, Jean Auroux, ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports a commencé à répondre aux demandes que les professionnels du bâtiment lui ont récemment formulées et notamment lors de la convention nationale du bâtiment de Nice. Mais ces réponses sont pour le moins dilatoires : en effet, si le ministre estime « normal de soulever encore et toujours un environnement plus favorable, qu'il soit financier, fiscal ou social », il ajoute : « Encore faut-il que ces demandes soient réalistes et que les réponses de certains ne soient pas marquées par un éphémère opportunisme. »

Sur le plan de la fiscalité, par exemple, le ministre indique : « Les efforts ont été faits, il faut les valoriser, les consolider et les utiliser pleinement avant peut-être de les perfectionner. Mais je mets en garde contre les marchands d'illusion ». Il ajoutait alors que, sur le plan social « la démarche contractuelle est la seule qui permette de prendre en compte les réalités » tout en faisant part de sa « très grande inquiétude sur ce que peut représenter une libéralisation totale du licenciement ».

Devant Claude Pux, président de l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (U.N.C.M.I.), le ministre a souligné les améliorations de l'activité du bâtiment ou plus exactement « l'indiscutable ralentissement de la dégradation de l'activité ». Claude Pux n'a pas

manifesté le même optimisme que le ministre du Logement, tout en rappelant que « c'est plus que jamais le moment d'acheter » en raison de vingt mesures prises depuis 1982 par les pouvoirs publics. Le ministre a visité hier les stands des exposants au Salon (il y en a 117 et on pas 17, comme une coquette nous l'a fait dire hier). Il a prôné en particulier les innovations en matière de maîtrise des charges et d'informatique et productique « qui se combinent dans le tableau de bord domestique dont un exemple intéressant est présenté pour la première fois au public à ce salon » (...). « Le secteur de la maison individuelle fait partie de la maison moderne et novatrice du secteur du bâtiment. »

G.S.

VALEURS

CTUELLES

L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

écrite 6, rue d'Uzès, 75081 Paris cédex 02

EN VENTE CHAQUE LUNDI

RÉACTIONS

L'opposition ne s'estime pas engagée

Alain Madelin, Charles Millon et Michel Noir jugent le rapport Loyrette très intéressant. Mais ils ne s'estiment nullement engagés par ses propositions.

Aussi bon soit-il, le rapport Loyrette ne semble pas engager l'opposition. Il est perçu comme une base de réflexion et de travail pour les mois qui suivront le retour au pouvoir de l'opposition.

Ainsi pour le R.P.R., Michel Noir, ce rapport n'est pas le premier de ce genre et est un travail privé. « Il n'a pas été commandité par le R.P.R., et pas à ma connaissance par nos amis de l'U.D.F. »

Il ajoute : « Il y a beaucoup de choses dans ces quatre cents pages qui correspondent au bon sens, mais certaines options ne nous concernent pas. Par exemple le fait que le champ d'application englobe la totalité des secteurs nationalisés. Nous préconisons en ce qui concerne — et l'audiovisuel est exclu puisqu'il tout le monde est d'accord

pour privatiser au moins une chaîne — de commencer dans un premier temps par le système bancaire. Puis ensuite viendra la dénationalisation des grands groupes industriels nationalisés en 1982. »

Pour Michel Noir, ce programme est déjà suffisamment consistant : « Il doit être possible de dénationaliser au rythme de 20 milliards de francs par an. Et nous mettons plus l'accent que ne le fait ce rapport sur le fait qu'il faut profiter des dénationalisations pour favoriser l'actionnariat des salariés, comme cela a été fait par exemple en Grande-Bretagne, pour British Telecom. Reste que ce rapport est un travail d'excellente qualité, même s'il ne nous engage en rien. »

Même analyse ou presque pour Charles Millon, député

U.D.F. de l'Ain, barriste : « C'est une excellente approche technique pour s'appuyer sur des expériences et des analyses approfondies. Elle permettra à l'opposition de fournir des arguments pour renforcer notre analyse sur les révisions à instaurer entre les entreprises publiques et les pouvoirs publics. »

Principes et modalités

Mais le député de l'Ain est catégorique : « Ce rapport est privé et ne nous engage en rien. » Enfin pour Alain Madelin, délégué général du parti républicain, député d'Ille-et-Vilaine, l'opposition est engagée par les propositions de l'U.D.F. et du

R.P.R., « et c'est tout ». Il précise toutefois que ces propositions ne peuvent que s'enrichir de travaux émanant de différents clubs (Perspectives et Réalités, 89 U.N.I.R., etc.) et même d'organismes étrangers comme le rapport de Matsen Pine sur les « 22 techniques de privatisation ».

« Il est vrai qu'en l'état actuel, les propositions de l'opposition — si elles sont claires sur les principes — sont encore beaucoup trop imprécises sur les modalités », ajoute Alain Madelin.

Jean Loyrette précisait hier qu'il avait travaillé « à la demande des milieux de l'opposition » pour dégager « une attitude commune entre ses différentes composantes ». Mais il est clair que celle-ci ne se sent nullement engagée par ces propositions.